



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 26/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVONIK OIL ADDITIVES SAS

Port du Rhin
BP 40027
67630 Lauterbourg

Références : 0006702736/MM/AG
Code AIOT : 0006702736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement EVONIK OIL ADDITIVES SAS, implanté Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVONIK OIL ADDITIVES SAS
- Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg
- Code AIOT : 0006702736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site EVONIK de Lauterbourg exploite des activités de chimie industrielle classées Seveso Seuil haut. Il fabrique notamment des additifs pour lubrifiants.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3	Sans objet
2	Étude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25	Sans objet
3	Exploitation conforme à l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Levée de mise en demeure : Rétention	AP de Mise en Demeure du 01/02/2024, article 1	Sans objet
5	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués n'appellent pas de remarques particulières. Cependant, l'inspection a relevé, par échantillonnage, quelques erreurs dans l'étude de dangers de l'exploitant. Il est donc demandé à l'exploitant de revoir son étude de dangers afin de corriger les éventuelles erreurs qu'elle pourrait contenir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3
Thèmes : Actions nationales 2024, Procédure SHUNT
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : L'Inspection a centré le contrôle de cette prescription sur les cas de maintenances programmées ou des situations anormales pouvant nécessiter le shunt (désactivation), d'une barrière de sécurité. L'exploitant a expliqué que le shunt de ce type d'équipement est strictement encadré et réalisé selon la procédure «Management of Change (MOC) », qu'il a présentée à l'Inspection. Avant toute intervention de ce type, un formulaire « MOC » est complété. Ce document est validé par un comité de direction, chargé de statuer sur la faisabilité de l'opération, de définir d'éventuelles mesures compensatoires, et de préciser le mode opératoire à suivre. Aucune opération de shunt n'était en cours lors de la visite d'inspection. Toutefois, l'Inspection a examiné la dernière fiche d'intervention pour ce type d'action, datée du 28/04/2023, qui concernait le remplacement temporaire d'un disque de rupture du réacteur n°421 par un autre disque aux caractéristiques différentes. Ce point ne suscite aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25
Thèmes : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas

<p>d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a souhaité vérifier certains points de l'analyse des risques effectuée par l'exploitant, concernant deux phénomènes dangereux susceptible de se produire sur ses installations. Quelques incohérences ont été relevées dans l'étude de dangers de l'exploitant datée du 10 juin 2010. Ces incohérences concernent des calculs de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux, ainsi que la prise en compte des mesures de maîtrise des risques (MMR) dans l'évaluation des risques. L'exploitant s'est engagé à corriger ces éléments dans les plus brefs délais. L'Inspection demande toutefois que cette étude de dangers soit revue dans son intégralité afin de corriger d'éventuelles autres erreurs.</p> <p>** DÉTAILS CONFIDENTIELS (voir annexe confidentielle)**</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Exploitation conforme à l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Exploitation conforme à l'étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le risque de polymérisation dans un réservoir, l'Inspection a vérifié la mise en œuvre de 3 mesures de maîtrise des risques décrites dans l'étude de dangers. Ces dispositifs ont été constatés conformément à la description faite dans l'étude de dangers, sans remarque particulière à formuler de la part de l'Inspection.</p> <p>** DÉTAILS CONFIDENTIELS (voir annexe confidentielle)**</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 4 : Levée de mise en demeure : Rétention

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/02/2024, article 1</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Levée de mise en demeure : Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

<p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a procédé à la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} février 2024, relatif à l'absence de dispositif de rétention dans le bâtiment de stockage nommé L26. L'exploitant a mis en place un système de bordures en mousse recouvertes d'une membrane plastique au niveau des accès au bâtiment, formant ainsi une rétention d'environ 5,5 cm de hauteur sur toute la surface du bâtiment de 3 104 m². Cette barrière se comprime lors du passage d'un véhicule, puis reprend sa forme initiale.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre une procédure pour vérifier que l'épaisseur de 5,5 cm de la barrière en mousse reste bien effective dans le temps.</p> <p>Le volume de rétention ainsi créé s'élève à 170,72 m³. La capacité de stockage pour les produits liquides conditionnés en fûts de 170 kg (ou 175 kg) est donc de 170,72 m³ / 20 %, soit 853,6 m³.</p> <p>Cette mesure permet de répondre à la prescription, rendant l'arrêté de mise en demeure caduc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 5 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, État des stocks synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>[...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant de fournir un état synthétique des stocks à jour. En réponse, l'exploitant a présenté un inventaire conforme à la prescription, avec une classification des produits par grandes catégories (toxiques, inflammables, combustibles, etc.) pour chaque bâtiment.</p> <p>Aucune remarque n'est à formuler sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

ANNEXE CONFIDENTIELLE

CONSTATS

N° 2 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25
Thèmes : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
Constats : <p>L'Inspection a souhaité vérifier certains points de l'analyse des risques effectuée par l'exploitant, concernant deux phénomènes dangereux susceptible de se produire sur ses installations, pour lesquels quelques incohérences ont été relevées dans l'étude de dangers de l'exploitant datée du 10 juin 2010. Ces incohérences concernent des calculs de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux, ainsi que la prise en compte des mesures de maîtrise des risques (MMR) dans l'évaluation des risques.</p> <p>Analyse des incohérences relevées, concernant 2 phénomènes dangereux :</p> <p>1/ Phénomène dangereux « PhD Visco2 - Polymérisation non contrôlée à l'atelier viscoplex avec rejet à l'atmosphère » :</p> <ul style="list-style-type: none">- La probabilité d'occurrence indiquée dans le nœud papillon de l'analyse des risques est $<10^{-2}$, tandis que celle figurant dans la grille d'évaluation (grille MMR) est $<10^{-3}$. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une erreur qui sera corrigée rapidement, la bonne valeur étant $<10^{-3}$.- Au point 11.4.1 de l'étude de dangers, le tableau « effets sol » indique une probabilité $<10^{-3}$ pour le phénomène dangereux « VISCO 2 SANS MMR ». Cependant, l'Inspection constate que ce résultat a bien été obtenu en prenant en compte une réduction d'une classe grâce à la MMR n°B4. L'exploitant a confirmé qu'il s'agissait d'une erreur et que la probabilité $<10^{-3}$ tient bien compte de l'effet de cette MMR. <p>2/ Phénomène dangereux « PhD GMAA4 - Polymérisation dans un réservoir de GMAA (acide méthacrylique) » :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le nœud papillon mentionne une barrière nommée B8, qui n'est décrite nulle part dans l'étude de dangers. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur déjà corrigée : il s'agit en réalité de la barrière B7. <p>L'exploitant s'est engagé à rectifier rapidement ces éléments relevés par échantillonnage. L'Inspection demande que cette étude de dangers soit revue dans son ensemble, afin de détecter</p>

et corriger toute autre erreur qu'elle pourrait contenir.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Exploitation conforme à l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2

Thèmes : Risques accidentels, Exploitation conforme à l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Constats :

Concernant le phénomène dangereux « PhD GMAA4 - Polymérisation dans un réservoir de GMAA (acide méthacrylique) », l'Inspection a souhaité vérifier la mise en œuvre effective des mesures de maîtrise des risques (MMR) suivantes, et décrites dans l'étude de dangers de l'exploitant :

- barrière B1: Prélèvement systématique d'échantillons avant dépotage des camions, pour contrôle en laboratoire du taux d'inhibiteur et de la conformité du produit.
- barrière B6 : Injection manuelle d'inhibiteur dans le réservoir en cas de montée en température.
- barrière B7 : Présence de deux clapets pour l'évacuation de la surpression.

L'Inspection s'est rendue au laboratoire interne du site, pour vérifier que le prélèvement d'échantillons sur camion était bien systématique et que les analyses du taux d'inhibiteur ainsi que de la qualité du produit étaient bien réalisées, ce qui a été confirmé. Un employé du laboratoire a été interrogé, et les dernières analyses effectuées ont été consultées. Tant que les résultats d'analyses ne sont pas conformes, le camion n'est pas autorisé à procéder au dépotage.

En ce qui concerne l'injection manuelle d'inhibiteur si nécessaire, l'Inspection a questionné un membre de l'équipe « pompiers » du site. Celui-ci a expliqué la procédure, qui consiste à connecter un tuyau de défense incendie à une canalisation reliée à un réservoir d'inhibiteur, permettant ainsi l'injection d'un mélange d'eau et d'inhibiteur à l'intérieur du réservoir concerné. La présence des équipements requis a été constatée sur place.

L'Inspection s'est également rendue sur le toit du réservoir, pour vérifier la présence effective des deux clapets de surpression.

Aucune remarque particulière n'est à signaler pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suites